

18 rue de l'Oiselet 37550 SAINT AVERTIN Tél. 02 47 61 82 91
mail : snu37@snuipp.fr Internet : <http://www.snuipp37.fr>

BULLETIN D'INFORMATION DE LA SECTION DU SNUIPP D'INDRE ET LOIRE

N°216 sup2 AVRIL 2014 Bulletin mensuel N° de commission CPPAP 0715 S 07531 ISSN 1241-4816

Directeur de publication: Gilles Moindrot Imprimé par nos soins prix 0.20 € Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp 37. Conformément à la loi du 08/01/78, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp37.

80% ENFIN UNE AVANCEE IMPORTANTE OBTENUE PAR LE SNUippFSU

Lors de la CAPD du 27 avril, l'IA37 a indiqué que Mme le Recteur, en réponse à l'audience de la veille du SNUippFSU académique, demandera l'année prochaine aux IA de mettre en place le 80% de droit dans nos 6 départements.

Pour cette année, Mme le Recteur considère qu'il est trop tard.

Le SNUippFSU37 a indiqué à l'IA37 que le 80% était dans la circulaire des temps partiels et qu'il était donc tout à fait possible d'accorder le 80% de droit aux collègues qui le demandent dès cette année. Nous poursuivons donc nos interventions en direction de l'IA et de Mme le Recteur pour l'application de ce droit dès la rentrée scolaire 2014 sans attendre l'année prochaine. Vos élus SNUippFSU37

STOP
au gel des salaires

Jeudi 15 mai
en grève !



15 mai 2014

grève et manifestation

10h CHAMP Girault TOURS

à l'appel de CFDT – CFTC – CGT – FAFPT- FSU – UNSA

Rythmes

**Le SNUipp-FSU se prononce
contre le décret complémentaire**

Depuis bientôt 18 mois, la communauté éducative est engluée dans cette réforme des rythmes scolaires mal pensée, mal préparée et peu financée.

Depuis bientôt un an, sa mise en œuvre se heurte à des difficultés objectives. C'est un sentiment de déception, de lassitude, de découragement et de colère qui s'est emparé de la communauté éducative. Personne ne peut accepter un tel gâchis!

Pour faire écho au mécontentement de la profession et à l'insuffisance des dérogations proposées, le SNUipp-FSU a voté contre la proposition de décret complémentaire présenté au CSE puis au CTM le 5 mai dernier.

Complément en page 3 ;

[SPECIAL EVS-AVS]

**8 PAGES
SPECIALES**

**Pour une reconnaissance pleine
et entière du métier d'AVS!**

Réunion d'information syndicale

Sur le temps de travail

VENDREDI 30 MAI 2014 de

14h00 à 16h00

ET PETITION sur notre site

PÉTITION
FSU
snes
fsu
SNUipp-FSU
Professionnalisation :
personne ne doit rester
sur la touche !

Situations du handicap
Une enquête, un colloque

Pour que
**l'inclusion
fasse école**
SNUipp-FSU

COLLOQUE ET ENQUETE NATIONALE PAGE 13

Edito :

Adresse à l'IA37 sur le mouvement 2014

Lors des instances précédentes (CTSD et CAPD), nous avons soulevé la question des collègues ZIL qui voyaient leur zone d'intervention modifiée en raison du changement de la carte des circonscriptions. A l'heure qu'il est et alors que vous nous aviez indiqué étudier cette question, ni les délégués du personnel, ni les collègues concernés n'ont été informés des règles qui les concernent. Pour les collègues concernés ZIL qui voient une modification de plus de 50% de leur poste, nous vous avons présenté notre souhait de leur attribuer une majoration pour mesure de carte scolaire.

D'autre part, en réponse à notre demande; vous nous aviez indiqué que vous feriez un appel à candidature afin de trouver avant le mouvement des supports disponibles pour accueillir les futurs PES à ½ temps. Il semble que cet appel n'ait pas encore eu lieu. Cela permettrait pourtant, selon nous, de limiter la récupération de ½ postes jusque-là attribués à des TD TRS. Nous pensons qu'il est encore temps de faire cette démarche en direction de nos collègues.

En ce qui concerne les RASED, nous nous félicitons de la tenue prochaine d'un groupe de travail. Néanmoins, là encore la date retenue du lundi 5 mai ne permet pas aux collègues spécialisés de faire leurs vœux et donc de s'engager dans leurs futures missions dans des conditions satisfaisantes. Les inquiétudes des collègues, que nous vous avons présentées, ne seront donc pas levées avant les opérations du mouvement.

Enfin, sur la question des rythmes, les collègues vont donc devoir faire le « mouvement » à l'aveugle, sans savoir quels seront les horaires de leur future école. Une nouvelle fois la précipitation de la mise en œuvre d'une réforme de cette nature va pénaliser les enseignants.

Paul AGARD

Secrétaire départemental



DECLARATION SNUipp FSU INDRE ET LOIRE CDEN 15 AVRIL

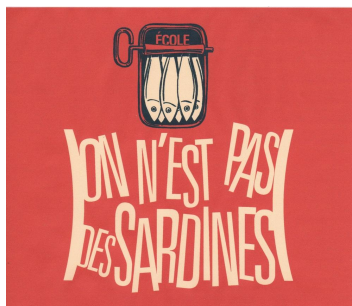
Malgré les créations de postes, l'école primaire se réoxygène à toute petite dose. Une grande part des moyens supplémentaires est absorbée par la forte hausse démographique et pour tenter de contenir le nombre trop important d'élèves par classe qui est bien au-dessus des standards européens.

Rattraper le retard accumulé au cours des dernières années, rénover la formation continue et déployer les nouvelles mesures pédagogiques pour aider les enseignants dans leur lutte contre l'échec scolaire devient donc une gageure.

Ni remise en cause, ni même aucune pause dans la promesse des 60 000 créations de postes sur le quinquennat ne sont permises. Au contraire, il faut passer à la vitesse supérieure en matière d'investissement budgétaire pour traduire concrètement la priorité au primaire, d'autant que les rentrées 2014 et 2015 prévoient près de 70 000 élèves supplémentaires.

Il est inacceptable, pour notre département de voir le P/E déjà le plus faible de l'académie continuer de chuter, et le E /C ne cesser de s'élever. Ce sont nos collègues et nos élèves qui en subissent les conséquences dans des classes de plus en plus chargées.

Ainsi, dans le 1^{er} degré, en Indre et Loire, cette politique se traduit par une dotation de 11 postes seulement pour 246 élèves de plus prévus à la rentrée 2014. En prenant en compte le bilan de l'année dernière avec 300 élèves non comptabilisés et 7 postes bloqués à l'année, le bilan est donc de : 550 élèves de plus pour 18 postes soit 1 poste pour 30 élèves.



A l'issue du CTSD de trop nombreuses situations restent sans solutions : Esvres maternelle ; Joué les Tours Alouette mat ; Limeray, Restigne ; Le Grand Pressigny. Tours Camus Maurois ; Courcelles, Vallères, Saché, Saint Pierre des Corps Joliot Curie, Amboise G Sand, La Membrolle, Saint Cyr République, Avoine, Chargé Artigny...

Pour les Zones d'éducation Prioritaire, le plan ministériel est ambitieux et recueille un avis favorable. Mais concernera-t-il les élèves du département ? Rien n'est moins sûr. A la demande de la FSU, M. l'Inspecteur d'Académie a laissé entendre que les élèves du collège de La Rabière pourraient ultérieurement bénéficier de ces mesures. Mais rien ailleurs..

Dans le second degré le différentiel entre les collèges de ZEP et hors ZEP est marqué : l'écart entre la moyenne dans les collèges de ZEP et la moyenne départementale est de 4 (21.22 pour 25.4)

Dans le premier degré on est loin du compte: l'écart est à peine d' 1 élève par classe! 23.65 pour une moyenne départementale de 24.62 prévue à la rentrée 2014. Vous avez dit « Priorité au premier degré ? ».

Nous demandons que l'ouverture soit confirmée pour l'école Rotière et que d'autres écoles puissent en obtenir une également avec pour objectif sur plusieurs années de mettre en place des seuils d'ouverture en ZEP plus bas que ceux de la moyenne départementale permettant des effectifs plus bas, le plus de maîtres que de classes et l'accueil des moins de 3 ans. Saint Pierre des Corps Marceau Courier, Joué lès Tours Langevin... sont en attente d'une ouverture.

Dans ce contexte, le « plus de maîtres que de classes » et la scolarisation des 2 ans, éléments contenus dans la loi de refondation, ne peuvent être généralisées. Et que dire du remplacement qui est dans un état critique, des RASED toujours insuffisants et nous tenons à souligner la situation particulièrement difficile du secteur de Loches, du peu de formation initiale qui va disparaître, des attentes des directeurs en terme de décharge, l'impossibilité de respecter les orientations pour une centaine d'élèves faute de places dans les instituts spécialisés...

Aussi, pour améliorer les conditions de travail de nos collègues et, les conditions d'apprentissages de nos élèves, le SNUipp d'Indre et Loire, dans la FSU, demande un plan de rattrapage pour l'Indre et Loire à la hauteur des besoins. Pour l'Indre et Loire, ce rattrapage correspond à 200 postes de professeurs des écoles.

Le report du comité de suivi et l'absence de cette question à l'ordre du jour du CDEN du 15 avril repoussent les décisions à la fin mai. C'est clairement se moquer des enseignants, car cette situation place, par conséquent, les enseignants dans une situation d'incertitude professionnelle. Elle décrédibilise aussi les équipes enseignantes vis-à-vis des familles et de leurs questionnements. Le ministère porte une nouvelle fois l'entière responsabilité de cette situation ! Pour le SNUipp-FSU une autre réforme des rythmes efficace pour l'école doit obligatoirement conjuguer réussite de tous sur le temps scolaire et amélioration des conditions de travail de tous les personnels. Un cadrage national fort est indispensable tout en laissant des possibilités de dérogations sur l'initiative des conseils d'école et dans l'intérêt du service public d'éducation nationale, comme c'était le cas avant 2008.

Il est plus que temps pour le nouveau ministre d'engager enfin des négociations sur la base des revendications des personnels. Aucun aménagement ne peut se faire contre l'avis des conseils d'école ni en l'absence de celui-ci.

Enfin, nous tenons ici à réaffirmer notre soutien aux écoles de JOUE LES TOURS victimes d'une attaque inqualifiable contre l'école publique, ses valeurs et ses personnels.

SOMMAIRE

Page 1 : appels
Page 2 : édito et CDEN
Page 3 : RYHMES
Page 4 : carte scolaire
Pages 5 et 6 : 4 pages spécial EVS
AVS pour l'école

Pages 7, 8, 9 et 10 : 4 pages spécial EVS AVS pour le collègue EVS AVS
Pages 11 et 12 : 4 pages spécial EVS AVS pour l'école suite
Pages 13 et 14 : carte scolaire suite
Page 15 : concours recrutement
Page 16 : grève du 15 mai

> Rythmes

Le SNUipp-FSU 37, tout comme le SNUipp national, ne se satisfait pas des annonces du ministre de l'éducation nationale : le décret complémentaire n'apporte aucune réponse aux problèmes de fond (périscolaire et municipalités dictant l'organisation et le temps d'école, la maternelle restant le parent pauvre de cette réforme...)



De plus, dans l'application de cette réforme, le décret n'autorise toujours pas la poursuite d'expérimentations qui ont lieu dans plusieurs départements depuis bien avant 2008 (5 matinées et 2 après-midi de classe; 27 H de classe avec 1 mercredi ou samedi libéré sur 3). **D'autres expérimentations comme la semaine de 4 jours allégés répartis sur plus de 36 semaines auraient du être acceptées.**

Par ailleurs, ce décret ne règle en rien le risque de concurrence avec les écoles privées qui ne sont toujours pas tenues d'appliquer la réforme des rythmes.

Pour le SNUipp-FSU, face à la cacophonie ambiante, **une seule solution demeure : la suspension et la non-généralisation de cette réforme à la rentrée 2014.** Une complète réécriture de la réforme des rythmes doit se faire en concertation avec l'ensemble de la communauté éducative.

En parallèle, le SNUipp-FSU continue de demander la suppression de l'APC afin de faire un premier pas dans l'amélioration des conditions de travail des enseignants, une formation initiale et continue à la hauteur des enjeux et un salaire digne du niveau de qualification des enseignants comme nous le demanderons lors de la journée de grève du 15 mai prochain aux côtés de l'ensemble des fonctionnaires.

Pour autant, l'annonce du Ministre de l'Education Nationale Benoît Hamon donne la possibilité d'organiser la semaine scolaire sur 5 matinées et 3 après-midi.

Le SNUipp-FSU 37 invite tous les collègues qui souhaiteraient modifier la grille horaire précédemment approuvée par les services de l'Inspection Académique à réunir un conseil d'école extraordinaire afin d'élaborer, avant le début du mois de juin, une nouvelle organisation pour la rentrée 2014.

Pour les communes ayant déjà validé leur projet :

- Si aucun acteur (école et maire) ne souhaite modifier l'organisation arrêtée, l'organisation retenue en CDEN est maintenue pour la rentrée scolaire 2014.
- Si un acteur (école ou maire) souhaite changer d'organisation du temps scolaire mais n'obtient pas l'accord de l'autre acteur, on en reste à l'organisation arrêtée en CDEN.
- Si les deux acteurs (école et maire) s'entendent pour proposer un nouveau projet répondant au nouveau cadre réglementaire, celui-ci est retenu pour la rentrée scolaire 2014.
- Si les deux acteurs (école et maire) s'entendent sur un nouveau projet, mais que ce dernier ne répond pas au cadre réglementaire, ce nouveau projet n'est pas retenu et c'est l'organisation initiale qui est mise en place pour la rentrée scolaire 2014.

Pour les communes n'ayant pas encore finalisé leur projet :

- Si les deux acteurs (école et maire) proposent une expérimentation des rythmes scolaires avec un après-midi libéré, il est retenu pour la rentrée scolaire 2014.
- Si les deux acteurs proposent une expérimentation des rythmes scolaires mais que celle-ci ne respecte pas le cadre réglementaire, le DASEN doit alors proposer au maire une organisation du temps scolaire pour la rentrée scolaire 2014, à partir d'horaires départementaux.
- Si aucun consensus ne permet aux acteurs locaux de dégager un projet d'expérimentation du temps scolaire, le DASEN propose au maire une organisation conforme au décret du 24 janvier 2013, qu'il arrête ensuite.



COMMUNIQUE DU SNUipp-FSU

Le SNUipp-FSU vote contre le décret d'assouplissement

Le projet de décret autorisant des assouplissements de la réforme des rythmes a été présenté au Conseil supérieur de l'éducation ce 5 mai. En se limitant à libérer un après-midi par semaine, les possibilités d'expérimentations apparaissent très réduites. Sur le papier, cette organisation de cinq matinées et trois après-midi portée par le SNUipp-FSU peut s'avérer intéressante notamment pour les enseignants. Mais, dans les faits, et au vu des délais, il est fort probable que parmi tous ceux qui le souhaitent, très peu pourront la mettre en œuvre. Pour le SNUipp-FSU, c'est donc trop peu et trop tard.

Le SNUipp-FSU s'est donc prononcé contre ce décret complémentaire parce qu'au final, il ne règle surtout pas la logique de cette réforme pensée à l'envers. En étant guidée par les contraintes du périscolaire et les capacités inégales de financement des communes, la réforme relègue au second plan le temps de l'école pour les élèves et la prise en compte des demandes des enseignants.

Sur le terrain, on reste donc encore loin d'une réforme qui permette aux 48 000 écoles primaires de construire un projet cohérent pour la réussite des élèves, recueillant l'adhésion de la communauté éducative. C'est pour cette raison que le SNUipp-FSU continue de demander la non généralisation de sa mise en œuvre partout où c'est nécessaire et une réécriture du décret qui remette la réforme à l'endroit. Pour qu'une réforme des rythmes scolaires soit efficace pour la réussite des élèves, elle doit d'abord concerner le temps scolaire et être basée, avant tout, sur des critères pédagogiques et faciliter les apprentissages. Il y a urgence aujourd'hui à prendre les mesures nécessaires pour améliorer les conditions générales d'enseignement et de travail avec des moyens à la hauteur des besoins.

De fait, l'Éducation Nationale doit reprendre la main. La semaine scolaire doit s'organiser selon un cadrage national avec des possibilités de dérogations émanant des conseils d'école prenant en compte les réalités territoriales (montagne, rural, DOM, histoire des départements), le tout arbitré par les IA-DASEN.

Aujourd'hui, c'est un sentiment de déception, de lassitude et de découragement, quelquefois de colère, qui s'est emparé de la communauté éducative.

Or, pour que notre école avance, elle doit s'appuyer sur ceux qui la font vivre tous les jours. Il y a urgence aujourd'hui à prendre les mesures nécessaires pour améliorer les conditions d'enseignement et de travail avec des moyens à la hauteur des besoins. Notre école a besoin d'enseignants reconnus, bénéficiant de formation continue, exerçant leur métier dans des conditions satisfaisantes et sereines et avec un salaire en rapport avec leur niveau de qualification comme nous le demanderons lors de la journée de grève du 15 mai prochain avec tous les fonctionnaires. Sur tous ces sujets, il faut très vite avancer. Ce serait avant tout cela une priorité au primaire dans le bon rythme.

Dossier spécial : CARTE SCOLAIRE

AVEC UNE DOTATION DE 11 POSTES POUR LA RENTREE 2014 LA PRIORITE AU PRIMAIRE PASSE SON TOUR EN INDRE ET LOIRE !

Depuis la rentrée de 2000, les écoles d'Indre et Loire ont accueilli 2859 élèves de plus et ont ouvert ... 24 classes ! Soit 1 classe pour 115 élèves de plus !

Dans le même temps faute de place en maternelle 1382 élèves de moins de 3 ans ne sont plus accueillis !

Comparaison entre les effectifs et les postes

En 13 ans, le département a eu une dotation de 96 postes pour l'arrivée de 2859 élèves supplémentaires dans les écoles soit 1 poste pour 28 élèves .

Les choix départementaux sur ces 13 années ont porté particulièrement sur le remplacement qui était « sinistré », l'augmentation des décharges pour la direction, la mise en place des ULIS et des postes de référents... mais ce fut aussi la suppression de dizaines de postes RASED;

Les écoles n'ont finalement donc eu que 24 postes pour des ouvertures de classes :

> 20 postes en maternelle pour 765 élèves de plus soit 1 poste pour 38 élèves (si on prenait en compte les 1382 moins de 3 ans qui ne sont plus scolarisés cela donne 1 poste pour 112 élèves) Il est à noter que ces 20 postes ont été créés ces deux dernières années.

> 4 postes en élémentaire pour 2013 élèves de plus, soit 1 poste pour 503 élèves

> Globalement, cela donne : 24 postes pour 2859 élèves de plus soit 1 poste pour 115 élèves!

Ces chiffres montrent bien que c'est la maternelle qui a vu une hausse importante des effectifs après 2000 compensée par la non scolarisation des moins de 3 ans. Les classes maternelles arrivant à saturation, ce sont elles qui ont eu le plus de postes.

En élémentaire, la hausse des effectifs est forte à partir de 2004.

On voit bien que par le choix de mettre seulement 24 postes dans les écoles, les IA successeurs ont clairement fait le choix de redéployer les moyens entre les écoles du département.

C'est pour cela que maintenant toutes les écoles se retrouvent avec des moyennes très proches qu'elles soient en zone rurale ou urbaine, en zone sensible ou non.

IL FAUDRAIT OUVRIR 150 CLASSES POUR REVENIR AU TAUX D'ENCADREMENT DE 2000 ET ETRE DANS LA MOYENNE NATIONALE.

BILAN DES 13 DERNIERES RENTREES... ET 2014 ?

RENTREE	2000	2010	2011	2012	2013		BILAN DE 2000 à 2013	2014
MATERNELLE	18821	18869	19113	19052	19586		MATERNELLE	
Variation des effectifs		48	244	-61	534		+ 765 élèves	
dont pour les moins de 3 ans	1568	309			186			
nombre de classes	721	720,5	718	724	741		+ 20 classes (ces 2 dernières années)	
nombre d'écoles		141	137	132	135		- 6 écoles	
E/C	26,1	26,18	26,61	26,31	26,43			
ELEMENTAIRE	29529	31779	31870	31762	31542		ELEMENTAIRE	
Variation des effectifs		2250	91	-108	-220		+ 2013 élèves	
nombre de classes	1322	1352,5	1339	1341	1326		+ 4 classes	
nombre d'écoles		301	294	291	287		-14 écoles fermées	
E/C	22,33	23,49	23,8	23,68	23,78			
TOTAL EFFECTIFS MAT ELEM	48350	50648	50983	50814	51128		TOTAL EFFECTIFS MAT ELEM	
des effectifs		2298	335	-169	314		+ 2778 élèves	
TOTAL NB DE CLASSES	2043	2073	2057	2065	2067		+ 24 classes	
CLIS Variation des effectifs	287	364	361	372	368		+ 81 élèves	
TOTAL 1er DEGRE	48637	51012	51344	51186	51496		TOTAL 1er DEGRE	51742
des effectifs		2375	332	-158	310		+ 2859 élèves	246
E/C GLOBAL	23,49	24,24	24,59	24,4	24,52			
E/C NATIONAL				23,68				
				23,64				
NB DE POSTES BUDGETAIRES	2548,75	2667,5	2640,5	2626,5	2644			2655
		118,75	-27	-14	17,5			11
P/E	5,11	5,13	5,05	5,04	5,05			5,03
P/E ACADEMIQUE		5,25			5,17		Page 4	5,18
P/E NATIONAL				5,18				



CALENDRIER

CALENDRIER 1er degré :

**NOUS AURONS
UNE NOUVELLE
COMMISSION
EN JUIN.**

**L'IA A INDIQUE QU'IL
PRENDRAIT DE
NOUVELLES MESURES
AVANT LES VACANCES.**

**URGENT FAITES NOUS REMON-
TER LES EFFECTIFS DE VOTRE
ECOLE : enquête en ligne sur
<http://www.snuipp37.fr>**

**PENSEZ A FAIRE
PARVENIR
VOTRE ENQUETE
CARTE SCOLAIRE**

**Enquête
en ligne
sur notre site
[Http://snuipp37.fr](http://snuipp37.fr)**

Évolution du E/C et du P/E

E/C ? C'est tout simplement le nombre d'élèves par classes.

P/E ? C'est le nombre de postes (hors établissements scolaires médico-sociaux, MGEN, œuvres...) pour 100 élèves. Ce taux est l'élément de référence pour l'administration pour comparer les départements et procéder aux redéploiements.

Les départements ruraux ont un taux plus élevé : cas de l'Indre qui possède plus de petites structures scolaires.

En Indre et Loire ce taux a évolué de la manière suivante:

Les académies sont classées selon l'indicateur social et l'indicateur territorial.

L'Académie Orléans-Tours se trouve dans une catégorie où le P/E moyen est de 5.18 (il était de 5.29 en 2011).

L'Académie est donc fortement en retard et encore plus l'Indre et Loire.

P/E NATIONAL ET ACADEMIQUE = 5.18

P/E INDRE ET LOIRE = 5.03

LA DIFFERENCE CORRESPOND
A 80 POSTES

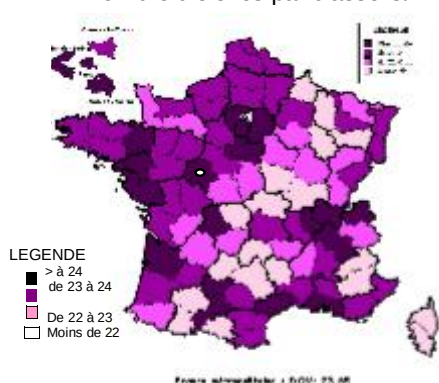
E/C NATIONAL ET ACADEMIQUE = 23.6

P/E INDRE ET LOIRE = 24.5

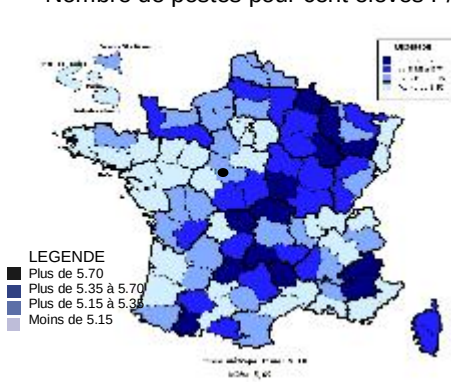
LA DIFFERENCE CORRESPOND
A 50 CLASSES

Ci-dessous les cartes du ministère qui montrent que l'Indre et Loire fait partie de la dizaine de départements qui ont à la fois un mauvais P/E et E/C.

Nombre d'élèves par classe C/E



Nombre de postes pour cent élèves P/E



Sources Education nationale 2012

**vos élus FSU37
vous rendent compte**

CTA 30 JANVIER 2014

- Carte scolaire : l'Indre et Loire aura donc une dotation de 11 postes pour 246 élèves supplémentaires à la rentrée 2014. Le SNUipp-FSU a voté contre la répartition et demandé une dotation supplémentaire pour l'académie.

- Situation de l'Académie en postes. Ca y est, l'Académie est officiellement en sous effectifs avec 2,7 postes sans enseignant.

Indre + 10.8 Loiret -2.8 Loir et Cher -6.2 Eure et Loir + 0.2 Cher - 5.1 Indre et Loire + 0.4

Dans ces conditions, le Snuipp a à nouveau demandé le recrutement d'enseignants dès que des postes budgétaires sont vacants (ineat, listes complémentaires...).

- Pont de l'ascension : le SNUipp a demandé la mise en place du pont. Refus de Mme le Recteur qui ne veut pas déroger au calendrier national.

- ISAE : le SNUipp est intervenu pour que tous les PE touchent à 100% l'ISAE. Mme le Recteur fait remonter au ministère notre demande.



BOURDEAU Stéphane SNUipp, Professeur des Ecoles, Collège Molière à Joliette (41).



LEAUMEZ Emmanuelle SNUipp, Professeur certifié, Collège Jacques Prévert à Joliette (41).



GUERIN Christian SNUipp, Professeur EPS, Collège Gustave Coeur à Voves (28).



MICHOTTE Virginie SNUipp, Professeur certifié, Lycée Jacques Monod à Joliette (41).



AGARD Paul SNUipp, Professeur des Ecoles, Ecole élémentaire Blotteret à Joliette (41).



LEMALE Marie SNUipp, Infirmière, Lycée Descartes à Tours (37).



PELLEGRINI Odile SNUipp, Professeur de lycée professionnel, LP Chateau Blau à Châteauneuf-sur-Loire (41).



GILBERTON Sophie SNUipp, Professeur des Ecoles, Ecole élémentaire à Chateaufort (36).



CALOZZE Caroline SNUipp, Agente comptable, A.D.A.D.E.S., 117 de Bâtonnet à Joliette (41).



MATIAM Christophe SNUipp, Professeur de lycée professionnel, SEP du lycée Edouard Vaillant à Vierzon (18).



MOREAU Sylvie SNUipp, Professeur certifié, Collège Léonard de Vinci à Tours (37).



GUFFEY Sylvie SNUipp, Assistante du service social en faveur des élèves, LA, Tours (37).

Situations du handicap
Une enquête, un colloque

Pour que
l'inclusion
fasse école

Colloque national mardi 27 mai
prochain à Paris

P rès de neuf ans après la loi du 11 février 2005, la nouvelle loi d'orientation et de programmation pour l'école adopte pour la première fois le principe d'une école inclusive. Si elle se met ainsi en conformité avec le droit européen, la mise en œuvre sur le terrain est beaucoup plus délicate : formation des enseignants insuffisante, effectifs, place du médico-social et plus généralement du soin à redéfinir, professionnalisation du dispositif d'accompagnement...

Toutes ces questions, et bien d'autres encore, seront au cœur des débats du colloque organisé par le SNUipp-FSU le 27 mai prochain, au siège de la MGEN à Paris et qui réunira chercheurs, responsables associatifs, acteurs de terrain (parents, enseignants, personnels spécialisés). Il sera ouvert par Serge Thomaset, enseignant - chercheur à l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand.

Inscriptions sur le lien : <http://www.snuipp.fr/Pour-que-l-inclusion-fasse-ecole>

Inclusion scolaire : l'enquête en ligne

Le SNUipp-FSU lance une enquête en ligne sur la situation de la scolarisation des enfants en situation de handicap. Ses résultats alimenteront les débats du colloque « Pour que l'inclusion fasse école : situations du handicap » organisé le 27 mai.

Neuf ans après la loi de 2005, où en est-on de l'inclusion à l'école des enfants en situation de handicap ? Comment les enseignants appréhendent-ils ce nouvel objectif de l'école ? Comment surmonter les obstacles encore nombreux pour y parvenir ? Comment voient-ils les évolutions nécessaires dans la relation entre l'Ecole et les établissements spécialisés ? Le SNUipp invite les enseignants des écoles à remplir une courte enquête en ligne dont les résultats seront dévoilés lors du colloque « Pour que l'inclusion fasse école : situations du handicap » organisé à Paris le 27 mai prochain.

Remplir l'enquête en ligne sur le lien : <http://questionnaires.snuipp.fr/limesurvey/index.php/survey/index/sid/147218/newtest/Y/lang/fr> ou sur le site du SNUipp-FSU 37.



CARTE SCOLAIRE RENTREE 2014

CDEN DU MARDI 15 AVRIL

Ci-dessous les nouvelles mesures :

- Villedômer primaire "fermeture" 25,83 élèves par classe après fermeture;
- Esvres Les Sources maternelle "ouverture à confirmer" à 27,12 après ouverture
- Courcelles : pour le moment la fermeture reste sur cette école
- Fondettes, école C. Claudel maternelle "fermeture à confirmer »
- Tours, école J. Verne maternelle annulation de l'ouverture : l'école garde son 0,5 pour l'accueil des moins de 3 ans

• Avoine, école Joliot Curie, passage d'une "fermeture" à une "fermeture à confirmer"

• Le Grand Pressigny, RPI, passage d'une "fermeture" à une "fermeture à confirmer «

Le SNUippFSU37 est intervenu sur les écoles (voir notre déclaration) : Esvres maternelle ; Joué les Tours Alouette mat ; Limeray, Restigne ; Le Grand Pressigny. Tours Camus Maurois ; Courcelles, , Vallères, Saché, Saint Pierre des Corps Joliot Curie, Amboise G Sand, La Membrolle , Saint Cyr République, Avoine, Joué les Tours Langevin mat, ST Pierre Marceau élém...

ASH	
TOURS MUSSET VIGNY PRIM	classe maternelle pour enfants autistes
EME REUGNY	0,25 poste
AMBOISE SAND élém	poste G
TOURS VERNE mat	poste G
Transfert CLIS TOURS BERNARD PASTEUR Vers TOURS MIRABEAU élém	
Transfert poste enfant du voyage de MONTLOUIS GERBAULT vers VEIGNE LES GUES élém	
AUTRES MESURES	
Fusion écoles élém RICHELIEU	élém à 5 classes + clis
ST HIPPOLYTE	devient école primaire 1 élém et 1 mat
RIVARENNES	devient école primaire 1 élém et 3 mat

MATERNELLE	MESURE	élèves	classes	moyenne	mov +1cl	mov-1 cl
	ouverture					
TOURS	CURIE (MARIE) RRS-ZEP CUCS 1	147	4	36,75	29,40	49,00
TOURS	PEGUY (CHARLES)	175	5	35,00	29,17	43,75
MONT	DAUMAIN	165	5	33,00	27,50	41,25
NAZELLES NEGRON	VAL DE CISSE	132	4	33,00	26,40	44,00
	ouverture conditionnelle					
DESCARTES_ZRR	COTE DES GRANGES	63	2	31,50	21,00	63,00
ESVRES LES SOURCES					27,12	
MONTLOUIS SUR LOIRE	DESNOS (ROBERT)	181	6	30,17	25,86	36,20
	OUVERTURE A CONFIRMER 1/2 poste pour moins de					
LA RICHE	TAMISIER (HENRI) CUCS 2	189	7	27,00	23,63	31,50
ST PIERRE DES CORPS	STALINGRAD RRS-ZEP CUCS2	96	4	24,00	19,20	32,00
	fermeture avec blocage					
VERETZ	LA PETITE MUSE	177	7	25,29	22,13	29,50
SAVONNIERES	4 COULEURS	121	5	24,20	20,17	30,25
LARCAY	PERRET (PIERRE)	90	4	22,50	18,00	30,00
FONDETTES	CLAUDEL					26

ELEMENTAIRE	MESURE	élèves	classes	moyenne	mov +1cl	mov-1 cl
	ouverture					
CHINON	MIRABEAU	142	5	28,40	23,67	35,50
LANGEAIS		271	10	27,10	24,64	30,11
MONT	DAUMAIN (JOSEPH)	232	8	29,00	25,78	33,14
TOURS	PEGUY (CHARLES) CUCS 1	229	8	28,63	25,44	32,71
TOURS	SAINT EXUPERY	198	7	28,29	24,75	33,00
SAINT CYR SUR LOIRE	PERIGOURD	194	7	27,71	24,25	32,33
	ouverture conditionnelle					
JOUE LES TOURS	ALOUETTE	166	6	27,67	23,71	33,20
JOUE LES TOURS	CURIE (MARIE)	137	5	27,40	22,83	34,25
BOURGUEIL	RUELLE (ALBERT)	216	8	27,00	24,00	30,86
JOUE LES TOURS	ROTIERE RRS-ZEP CUCS 1	273	11	24,82	22,75	27,30
	fermeture					
CHANCEAUX SUR CHOISILLE	ECOLE DU TILLEUL	231	10	23,10	21,00	25,67
TOURS	SAND (applic.) Classe externalisée	278	13	21,38	19,86	23,17
LA CROIX EN TOURAINE	JOFFO JOSEPH	125	6	20,83	17,86	25,00
SEMBLANCAY		137	7	19,57	17,13	22,83
	fermeture conditionnelle					
ST CYR SUR LOIRE	ENGERAND Application	234	10	23,40	21,27	26,00
CHATEAU RENAULT	COMBETTES (GILBERT)	131	6	21,83	18,71	26,20
ST CYR SUR LOIRE	REPUBLIQUE	80	4	20,00	16,00	26,67
AVOINE	CURIE (JOLIOT)	159	7	22,71	19,88	26,50

PRIMAIRES	MESURE	élèves	classes	moyenne	mov +1cl	mov-1 cl
	ouverture					
TOURS	FLAUBERT en mat et fermeture 0,5 PARF	164	6	27,33	23,43	32,80
CLERE LES PINS	en mat	166	6	27,67	23,71	33,20
	ouverture conditionnelle					
TOURS	PEROCHON en élém	109	4	27,25	21,80	36,33
TOURS	CAMUS-MAUROIS en élém	162	6	27,00	23,14	32,40
CHARGE	ARTIGNY	79	3	26,33	19,75	39,50
TOURS	MUSSET-VIGNY en mat	183	7	26,14	22,88	30,50
	fermeture					
STOUEN LES VIGNES	en élém	90	5	18,00	15,00	22,50
NOUZILLY	SALMON (JEANNE) en mat	153	7	21,86	19,13	25,50
VILLEDOMER						25,83
FON DETTES	LA GUIGNIERE Application en élém	153	7	21,86	19,13	25,50
	fermeture avec blocage					
SAUNAY	en élém	72	4	18,00	14,40	24,00

RPI	MESURE	élèves	classes	moyenne	mov +1cl	mov-1 cl
MAILLE élém	fermeture					
COURCELLE DE TOURAINE élém						
LE GRAND PRESSIGNY	fermeture avec blocage					

Concours de recrutement des P.E. Ce qui devait arriver se produit !



Dès l'automne dernier, nous alertions le Rectorat sur la quasi-certitude de vivre cette première particulièrement inquiétante. Et nous y sommes. L'académie Orléans-Tours ne va pas pourvoir en totalité les 310 places du CRPE « 2014 anticipé ».

Un « déficit » de 26 reçus !

Comme la plupart des académies, Orléans-Tours présente un « déficit » proche de 10 % (exactement 8,4 %). Ce sont donc 26 postes qui se retrouvent, pour l'instant, « dans la nature ».

Déjà vécue en 2013 par les académies parisiennes, cette situation « gangrène » maintenant l'ensemble du territoire. Pour le SNUipp-FSU, il est impossible d'en rester au constat.

Ce que nous avons déjà dit et que nous exigeons :

Si, pour ce CRPE anticipé et exceptionnel, les dés sont jetés, il est non seulement possible mais surtout indispensable de profiter du CRPE 2014 « définitif » (les épreuves écrites ont déjà eu lieu) pour récupérer les places non pourvues.

C'est le sens de l'intervention déjà effectuée par le SNUipp-FSU auprès du Ministère (voir communiqué ci-dessous).

Une réponse qui en dira long :

L'attitude du Ministère et la réponse qu'il apportera en diront très long sur son véritable engagement pour l'Ecole. Les choses sont en fait assez simples.

Ou le Ministère reporte la totalité des places non pourvues sur le CRPE « définitif » et il se donne des chances de recruter à hauteur, ou il ne le fait pas et il ouvre la porte (ou plutôt il oblige) au recrutement de contractuels.

Il existe également une solution intermédiaire. A savoir, dresser une liste complémentaire importante pour le CRPE « définitif » et autoriser dès la rentrée le recrutement sur cette L.C. pour pourvoir les postes vacants.

Le nouveau ministre est donc très attendu sur le sujet.

CRPE « définitif » : très peu de présents !

Et les inquiétudes augmentent donc. Ce constat très préoccupant de la très faible présence des candidats aux épreuves écrites (29 et 30/04) du CRPE « définitif », le SNUipp-FSU peut le dresser.

Chaque année, nous avons en effet distribué aux candidats notre presse « spécial concours » et ainsi pu mesurer le taux de présence. Il se situe en dessous de 40 % soit moins de 900 présents pour 310 places.

Bonne nouvelle pour les candidats certes, mais aussi grosse hypothèque quant au nombre d'admissibles et au final sur les admis et les listes complémentaires qu'il va falloir absolument constituer et surtout pas de manière « rachitique » !

Alerte sur le concours exceptionnel de recrutement des professeurs des écoles : 875 postes non pourvus dans le premier degré !

Les résultats du concours exceptionnel de recrutement des professeurs des écoles sont maintenant connus et montrent une situation sans précédent : 875 postes sont non pourvus à l'issue des épreuves d'admission, soit 10 % des postes ouverts au concours. Seules huit académies sur trente font le plein.

La session 2013 avait déjà été marquée par une perte de 343 postes, essentiellement dans les académies de la région parisienne. Aujourd'hui, le phénomène s'amplifie. Dans l'académie de Versailles ce sont donc 252 postes non pourvus, à Créteil 142, à Lille 64 postes, à Toulouse 47, à Amiens 45, et encore 38 à Grenoble.

A la rentrée, le risque est grand de voir des classes sans enseignants ou des académies recourir à des vacataires contractuels sans formation.

Le SNUipp-FSU s'adresse au ministre de l'Éducation nationale pour qu'il prenne les mesures nécessaires afin qu'aucun poste ouvert à ce concours ne soit perdu. Ces postes non pourvus doivent être reportés sur le concours rénové 2014 *.

Ce phénomène doit conduire le ministère à interroger les conditions de recrutement, de formation et l'attractivité du métier d'enseignant des écoles, qui souffre notamment de salaires sans rapport avec le niveau de qualification.

Le SNUipp-FSU continue d'exiger une réforme ambitieuse de la formation des enseignants, levier indispensable à la transformation de l'école et à la réussite de tous les élèves.

* Dans le cadre de cette nouvelle année transitoire de la réforme de la formation, deux sessions de concours ont été organisées : la première, dite exceptionnelle, concernait des étudiants en master 2 (épreuves en septembre 2013 et avril 2014) ; la seconde, dite du concours rénové, est ouverte aux étudiants en master 1 qui passeront leurs épreuves en juin prochain.

Paris, le 29 avril 2014



15 mai 2014

grève et manifestation

10h CHAMP Girault

Les organisations se mobilisent avec les agents

pour dire « STOP » à la baisse du pouvoir d'achat

Ensemble, nous exigeons : - Des rémunérations revalorisées.

- Des emplois publics de qualité correspondant aux besoins.

GRÈVE JEUDI 15 MAI : MODE D'EMPLOI

Attention : envoi des déclarations d'intention de grève LUNDI 12 MAI au plus tard



✶ **J'envisage de faire grève le JEUDI 15 MAI** J'envoie ma déclaration d'intention préalable pour qu'elle parte au plus tard le LUNDI 12 MAI. Je suis en grève. Je ne réponds pas à l'enquête habituelle de l'IA qui suivra.

✶ **J'envisage de faire grève le JEUDI 15 MAI** . J'envoie ma déclaration d'intention préalable pour qu'elle parte au plus tard le LUNDI 12 MAI. Je décide finalement de ne pas participer au mouvement de grève. Je réponds donc à l'enquête habituelle de l'IA que j'ai assuré mon service, je ne ferai donc pas l'objet d'un retrait de salaire.

➔ Déclaration sous quelle forme ?

Elle doit impérativement être individuelle et **SNUipp - FSU** écrite. Toutes les formes sont recevables : courrier ou fax et même, dans notre département par mail **MAIS AVEC NOTRE ADRESSE MAIL PROFESSIONNELLE** pourvu que cela soit **AVANT LE LUNDI 12 MAI**.

Modèle de déclaration préalable d'intention

(téléchargeable sur le site du SNUipp 37) :

Nom : Prénom : (Affectation)
A M. le Directeur Académique (s/c de M. l'IE de)

Madame, Monsieur le Directeur Académique ,

La Loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire apporte de nouvelles restrictions à une liberté fondamentale – le droit de faire grève - reconnu à tous les salariés dans la constitution pour la défense des intérêts professionnels et collectifs.

Un certain nombre d'organisations syndicales en demande d'ailleurs l'abrogation.

Cette loi impose "à toute personne exerçant des fonctions d'enseignement dans une école de déclarer au moins 48 heures avant la grève son intention d'y participer".

En conséquence, je vous informe de mon intention de participer au mouvement de grève du à partir de heures.

Conformément à la loi, je vous rappelle que cette lettre "est couverte par le secret professionnel et ne peut être utilisée que pour l'organisation du service d'accueil" (article L133-5).

Le Signature

PS : Ceci est une déclaration d'intention qui ne présage en rien de

ATTENTION POUR LES DECLARATIONS PAR MAIL
LE MINISTRE IMPOSE DE LE FAIRE à partir de l'adresse électronique professionnelle de l'enseignant

CONNAÎTRE SON ADRESSE MAIL PROFESSIONNELLE
Nom.Prénom@ac-orleans-tours.fr

1. Accéder à la rubrique « mon espace » à partir du site internet de l'Inspection académique : http://pia.ac-orleans-tours.fr/mel_ouvert/webmail/

2. Cliquez sur « webmail académique »

3. S'authentifier en saisissant votre « Nom d'utilisateur » en minuscules et votre « mot de passe » : par défaut le NUMEN (en majuscules 13 caractères, les 3 derniers sont des lettres) ou le mot de passe modifié.

Votre « Nom d'utilisateur » : Deux situations sont à distinguer :

- Votre compte est récent : 1ère lettre du prénom + nom

Ex : Jean Dupont : jdupont (en minuscules) Marie-Claude Durand : mdurand

- votre compte est ancien : prénom + nom

Ex : Jean Dupont : jean.dupont (en minuscules)

Marie-Claude Durand : marie-claude.durand

Si vous avez des problèmes, il y a une aide en ligne

Le droit de grève : Il est reconnu dans la Constitution. Un préavis légal a été déposé.

Qui fait la grève ? L'ensemble des collègues instituteurs et PE sans restriction, mais aussi les stagiaires, les Assistants d'Education.

Avant la grève :

1. Prévenir les familles par l'intermédiaire des élèves. La lettre-type préparée par le SNUipp est distribuée aux élèves, pliée et agrafée, ou à la sortie. Pensez à prévenir les familles des élèves absents.

2. Si tous les maîtres de l'école sont grévistes, faites savoir que l'école sera fermée. Prévenez la mairie, les services de transport scolaire ainsi que tous ceux qui travaillent avec l'école (intervenant, piscine, bibliothèque,...).

Renseignements-Enquêtes :

• Ne répondez à aucune demande de renseignements concernant la grève, d'où qu'elle émane (administration, gendarmerie, renseignements généraux, etc).

Informez le SNUipp du résultat de la grève le plus tôt possible Tél. 02 47 61 82 91. Nous devons disposer de ces informations pour nos contacts avec la presse notamment.

Pendant la grève :

1. Si tous les collègues sont grévistes, l'école est fermée. Il est fortement déconseillé dans ce cas d'y aller, même brièvement. La mise en place du SMA est de la responsabilité de la mairie.

2. Si tous les collègues ne sont pas grévistes, les non-grévistes doivent assurer la surveillance des enfants présents.

Les maîtres grévistes informent les familles de manière à ce que leurs enfants ne viennent pas à l'école ce jour-là.

Les directeurs grévistes affichent un tableau de service des non-grévistes.